

LA RÉBELLION DU BAGHENA-FARI BOKAR BEN ASKIA MOHAMMED BENKAN : DIAGNOSTIC D'UNE INSURRECTION MANQUÉE (1591-1592)

Jean Charles DÉDÉ
Enseignant-Chercheur
Maître-Assistant
Département d'Histoire
Université Alassane Ouattara
ddjch_2005@yahoo.fr

Résumé

Cet article est une contribution à l'histoire de la fin de la domination songhoy dans le Bilād al-Sūdān. Il rappelle, notamment, celle de l'insurrection du Baghena-fari Bokar ben Askia Mohammed Benkan qui a eu lieu, en 1591, à Djenné, et explicite les raisons qui ont conduit à son échec prématuré. Il explore, pour ce faire, les chroniques de Tombouctou, précisément le *Tarikh Es-Sūdān* et le *Tarikh El-Fettach*, et les traditions orales recueillies dans les pays sahélo-soudanais. Ces sources révèlent que cette insurrection échoua, d'abord, parce qu'elle a été infiltrée, dès ses débuts, par des personnes favorables à l'influence marocaine ; ce qui fragilisa la cohésion du mouvement. La seconde cause est que les insurgés ne sont pas parvenus, à cause des exactions qu'ils commirent dans la ville, à fédérer autour de leur projet subversif, une grande partie de la population de Djenné qui préféra accorder son soutien aux Marocains. Enfin, la faiblesse tactique et stratégique de leur plan facilita la contre-insurrection que le pacha déploya pour reprendre la ville assiégée.

Mots-clés : Djenné – Insurrection – Baghena-fari – Songhoy – Caïd

Abstract

This article is a contribution to the history of the end of Songhoy domination in the Bilād al-Sūdān. It recalls, in particular, the insurrection of Baghana-fari Bukar bin Askiya Muhammad Benkan which took place in 1591, in Djenne, and explains the reasons that led to its premature failure. To do this, it explores the chronicles of Timbuktu, specifically the *Tarikh Es-Sūdān* and the *Tarikh El-Fettach*, and the oral traditions collected in the sahélo-sudanese countries. These sources reveal that this insurrection failed, first, because it was infiltrated from its beginnings by people favorable to Moroccan influence; which weakened the cohesion of the movement. The second cause is that the insurgents did not manage, because of the abuses they committed in the city, to federate around their subversive project, a large part of the population of Djenne who preferred to give their support to the Moroccans. Finally, the tactical and strategic weakness of their plan facilitated the counter-insurgency that the pasha deployed to retake the besieged city.

Keywords : Djenne - Insurrection - Baghana-fari - Songhay - Caïd

Introduction

B. Tremblay-Auger (2021, p. 242) faisait récemment remarquer que depuis la fin de la seconde guerre mondiale en 1945, les guerres directes entre États avaient drastiquement diminué quand les guerres par procuration, les *proxy wars* prenaient une nouvelle importance. Si la possession par certains de l'arme nucléaire et la création d'institutions internationales plus fortes à cause d'un pouvoir de coercition plus élevé les empêchaient d'aller à l'affrontement direct, ils trouvèrent souvent le moyen de régler leurs différends en utilisant des moyens détournés au nombre desquels nous notons les rebellions et les insurrections armées. Durant toute la période de la guerre froide, les États-Unis et l'URSS ont inspiré, encadré et soutenu des mouvements révolutionnaires dans toutes les parties du monde où ils estimaient qu'il fallait briser l'influence de leur adversaire politique. Alors qu'on s'attendait à ce que ces phénomènes insurrectionnels disparaissent avec la chute du mur de Berlin en 1989 ; événement historique qui a fait entrer l'humanité dans un monde dit unifié et réconcilié, ils ont continué, cependant, de se maintenir dans certaines contrées, alimentés non plus par la rivalité Est-Ouest, mais cette fois-ci par des contradictions politiques, économiques, sociales et religieuses locales ou régionales. La persistance de ces insurrections, mot attrape-tout qui ramène, en vérité, à des manifestations de contestation aussi diverses que les soulèvements armés, les coups d'État, les désobéissances civiles, les émeutes, les guérillas, les mutineries, les révoltes, les révolutions, etc., pose donc aujourd'hui nombre de questions. L'histoire, la sociologie, l'anthropologie et toutes les autres sciences qui étudient le phénomène de conflits armés interrogent et analysent toujours leur évolution, leur temporalité, leur composition, leurs significations réelles et les stratégies qu'elles déploient.

C'est dans cette même dynamique que s'inscrit cette étude sur la rébellion du Baghena-fari¹ Bokar ben Askia Mohammed Benkan. Née en 1591, au lendemain de la défaite de Tondibi qui signe la disparition de l'empire songhoy, cette révolte n'a jamais véritablement intéressé les chroniqueurs et autres historiens de l'Afrique subsaharienne « médiévale ». M. Delafosse (1912), Sékéné-Mody Cissoko (1975), M. Abitbol (1979), Lansiné Kaba (1981), I. Diadié Haidara (1996), pour citer qu'eux, ont tous privilégié à son récit, ceux de la fin de l'empire songhoy et de la constitution puis de l'organisation du Pachalik marocain de Tombouctou. Quand ils l'évoquent, c'est plutôt pour la dépeindre comme un épiphénomène qui a opposa le Maroc saadien à l'empire des Askia en 1591, relatant sommairement les raisons qui ont motivé sa naissance et l'issue qu'elle a connu. Si nous sommes assez bien renseignés sur ces deux sujets, nous ignorons, cependant,

¹ Le Baghena-fari est le titre songhoy du gouverneur de la province du Baghena ou Bagana. C'est cette vaste région située à l'ouest de la Boucle du Niger, entre le Hodh et le delta central du Niger.

les facteurs qui ont concouru à son échec. Pourquoi l'insurrection menée par Baghena-fari Bokar échoua-t-elle prématurément ?

Cette étude ambitionne, donc, d'identifier et d'analyser les différentes causes qui ont conduit à l'échec de l'entreprise subversive du Baghena-fari Bokar. Elle n'a pu se réaliser qu'à la lecture des chroniques de Tombouctou, précisément le *Tarikh es-Sūdan* qui reste aujourd'hui la seule source relatant cet épisode très peu connu de l'histoire de la fin de la domination songhoy dans le Soudan nigérien. Nous nous sommes également servi du *Tarikh el-Fettach* puis des traditions songhoy recueillies par l'administrateur colonial français M. Delafosse dans les pays soudanais où il exerça ses fonctions.

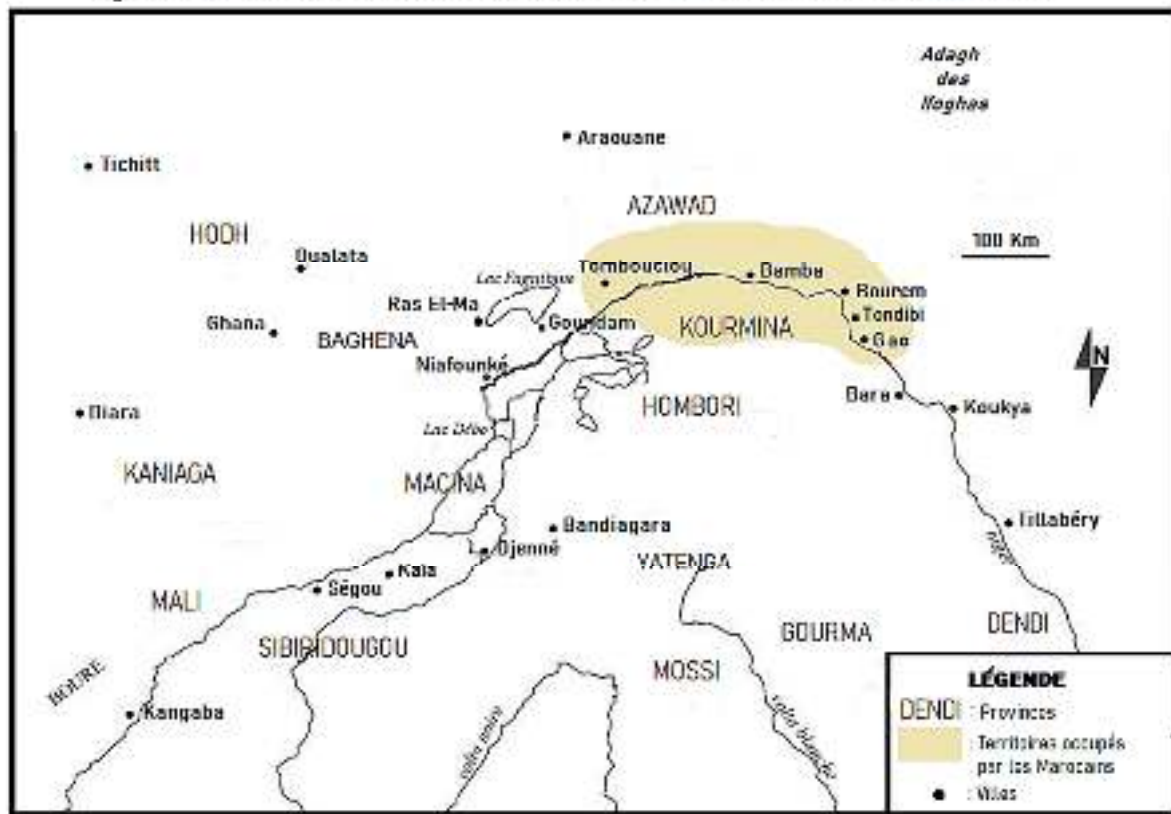
L'analyse qui suit s'organisera donc autour des trois causes qui ont fait échouer la rébellion du Baghena-fari Bokar. La première partie portera sur l'infiltration et la fragilité cohésive du dispositif insurrectionnel. La seconde séquence sera axée sur l'impact de la faible mobilisation populaire autour du projet de subversion. Quant à la troisième et dernière partie, elle aura trait à la faible capacité tactique et stratégique des insurgés.

1. L'infiltration et la fragilité cohésive du dispositif insurrectionnel

Pour bien appréhender les contours de l'insurrection du Baghena-fari Bokar ben Askia-Mohammed-Benkan, il faut rappeler le contexte dans lequel il se tint. Il se trouve en effet, qu'à la fin de l'année 1591, les troupes marocaines conduites par le renégat Djouder déferlèrent dans la boucle du Niger, après avoir traversé les immensités sahariennes. Elles décimèrent à Tondibi² (M. Kati, 1913, p. 263), en quelques mêlées, l'armée songhoy qui tenta de s'opposer à leur raid. Vaincus, abandonnant leur capitale Gao, les Askia se replièrent dans le Dendi où ils organisèrent une farouche résistance conduite par Askia Nouh qui avait succédé à son frère Mohammed Gao, assassiné par le Pacha Mahmoud alors qu'il tentait de négocier la paix avec les envahisseurs (M. Kati, 1913, p. 282-294). Les Marocains soumièrent par la suite Tombouctou la capitale intellectuelle et religieuse qui tenta, dans un baroud d'honneur, d'expulser le contingent marocain établi dans ses murs.

² Bourgade située à une cinquantaine de kilomètres au nord de Gao.

Fig. 1 - TERRITOIRES OCCUPÉS PAR LES MAROCAINS AU LENDEMAIN DE LA DÉFAITE DE TONDIBI EN 1591



SOURCE : TERNI et FERRAZ, 1913, p. 385

Consultation et adaptation : Dédé Jean Charles (2023)

Mais, mal lui en prit car cette révolte populaire fut matée dans un bain de sang (M. Kati, 1913, p. 299-301), évènement marquant l’emprise définitive des Marocains sur la boucle du Niger (voir figure 1). Cela fait, ces derniers portèrent ensuite leur regard vers Djenné, la métropole commerciale située plus au sud, dans la région lacustre du Niger. Informée du sort tragique que sa lointaine voisine Tombouctou connut, Djenné se rendit elle-même aux Marocains au début de l’année 1592.

C’est pourtant dans cette cité, qui s’offrit sans résistance aux troupes du pacha Mahmoud que l’insurrection du Baghena-fari Bokar prit forme. Au début de l’année 1592, cet ancien gouverneur songhoy de la province du Baghena réussit à mobiliser autour de lui, des troupes, avec pour but de soustraire la cité de Djenné à la suzeraineté marocaine. L’objectif qui consistait à établir une nouvelle monarchie songhoy dans cette cité située au sud-ouest de la boucle du Niger, ne put être atteint à cause de la conjonction d’une série de facteurs qui précipitèrent l’échec de la rébellion. Au nombre de ces causes, il y a l’infiltration et la fragilité cohésive du mouvement insurrectionnel que bâtit le Baghena-fari Bokar.

Il se trouve, en effet, que quand cet ancien dignitaire du Songhoy est arrivé à Djenné, son but n’était pas d’en expulser les Marocains. Il souhaitait plutôt s’établir dans la ville. Il prêta même, en gage de sa bonne foi, serment de fidélité au sultan saadien (A. Es Sa’di, p. 245). Il n’avait d’ailleurs pas les moyens matériels et humains pour tenter une aventure séditeuse puisqu’il n’était accompagné que

de quelques hommes³ qui avaient fui, à ses côtés, dans le Kala ou Karadougou, région située entre le Niger et son affluent le Bani, au sud du lac Débo (M. Delafosse, 1912, t. 2, p. 209), après la débâcle de 1591. Dès que l'autorisation de s'installer dans la ville lui fut donnée par le sultan de la ville, le *Djenné-koï*, ses hommes et lui furent approchés, pour emprunter les mots de A. Es Sa'di (1900, p. 245), par « des mauvaises têtes » qui les convainquirent de revenir sur leur parole, et d'établir un Askia à la tête du sultanat. Si le *Tarikh* ne désigne pas nommément ces « mauvaises gens », nous pouvons, cependant, en nous référant aux revendications et aux agissements des insurgés, entendre qui ces gens étaient véritablement. En réalité, la reddition de Djenné au pacha marocain et les réformes politiques et administratives qui suivirent n'accueillirent pas l'assentiment de tous à Djenné. La première décision qui divisa, visiblement, l'opinion publique fut la révocation et l'emprisonnement du cadi « indigène » (M. Delafosse, t. 2, p. 245) Mohammed Bemba Kenati. La tradition rappelle, en effet, que le dénommé El-Hadj-Bokar-ben-Abdallah-Kiraï-Es-Senaoui, négociant arabe installé à Djenné, se rendit à Tombouctou auprès du grand cadi Omar, pour lui demander, affirme-t-on, avec le consentement des habitants de Djenné, de révoquer le cadi Mohammed Bemba Kenati. Demande à laquelle le cadi de Tombouctou n'accéda pas. Débouté, Es-Senaoui se tourna donc vers les Marocains, les nouveaux maîtres du pays, à qui il renouvela la demande qu'il portait. Accusant le cadi Mohammed Bemba Kenati de tyrannie, le caïd Mami ben Barroun, sous l'autorité politique et administrative de qui la cité était, consentit à leur demande. Il démit donc Mohammed Bemba Kenati de ses fonctions de cadi de Djenné. Il nomma pour le remplacer, un cheikh marocain, Ahmed El-Filali (M. Delafosse, 1912, t. 2, p. 245).

Cette révocation cache, en réalité, l'opposition entre deux groupes d'intérêts qui s'affrontent sur le sol de Djenné. Le premier rassemble tous ceux que A. Es Sa'di (1900, p. 245) désigne sous le titre « mauvaises têtes ». Visiblement attachés à la personne du cadi Mohammed Bemba Kenati, ils étaient très probablement les représentants d'un courant qui appréciait très peu le passage de la ville sous la suzeraineté marocaine. Le projet de désigner un Askia qui dirigerait la cité laisse deviner qu'ils désiraient revenir à l'ancien ordre politique, celui des Askia. L'arrivée à Djenné d'un prince songhoy apparut donc pour eux, comme une opportunité inespérée pour obtenir son retour. C'est la raison pour laquelle ils convainquirent le Baghena-fari Bokar de rompre son serment de fidélité et de choisir un Askia pour souverain (A. Es Sa'di, 1900, p. 245).

Cette première coterie s'opposa à cet autre groupe dont les actions, au lendemain de la débâcle songhoy à Tondibi, prouvent que ses membres n'avaient jamais accepté la domination songhoy. Il était mené par la communauté des

³ Il était accompagné de son fils Maraba, de son neveu Chichi, du Bindoko Yaou Ould Kersala, du Ourori-Mondzo et des quelques hommes. Cf. ES SA'DI Abderrahmane, 1900, *Tarikh es-Sūdan*, Ernest Leroux Éditeur, Paris, p. 244

négociants arabo-berbère établis dans la ville et qui contrôlaient le commerce local. Ces derniers ont réussi à rallier, au lendemain de la chute de l'empire songhoy, la chefferie traditionnelle de Djenné représentée par le *Djenné-koï*⁴, et le *Djenné-mondzo* qui était pourtant l'agent de l'empereur songhoy dans la ville. Le récit du *Tarikh Es-Sūdan* montre que cette bande entretenait de très bonnes relations avec les Marocains. Ce sont eux qui écrivirent aux Marocains pour leur signifier qu'ils voulaient prêter allégeance au sultan saadien. Ils assistèrent les Marocains dans l'exécution de leurs opérations de sécurisation et de pacification du pays⁵, et leur offrirent même le gîte et le couvert (A. Es Sa'di, 1900, p. 243-244).

C'est cet antagonisme qui fragilisa, pour commencer, le projet de sédition du Baghena-fari puisqu'il favorisa une infiltration, sans peine, du mouvement insurrectionnel par des individus qui appartenaient au groupe d'intérêt favorable à la présence marocaine. Mohammed ould-Benyati et Sori-Soti qu'on décrirait, à la suite du récit du *Tarikh Es-Sūdan*, comme leurs taupes, participèrent, en effet, aux réunions où la décision de monter une rébellion fut prise et la planification de ses actions discutée et élaborée. Les premiers entretiens se tinrent le lendemain de l'entrée dans la ville du Baghena-fari Bokar ; très probablement, dans la demeure où ce dernier élit domicile (A. Es Sa'di, 1900, p. 245). Les conjurés y ont décidé de se saisir des principaux dirigeants politiques locaux. C'est ainsi qu'ils s'emparèrent du *Djenné-mondzo* Bokarna et du cadi Ahmed El-Filali. Le *Djenné-koï* ne figurait pas sur la liste de ces premières victimes, certainement parce qu'il était absent de la ville en ce moment. À la deuxième réunion qui se tint trois jours plus tard, ils décidèrent, cette fois-ci, d'« arrêter tous les négociants partisans du Makhzen et de confisquer leurs biens. Ils voulurent emprisonner, entre autres, Hâmi'-San Sokar-Es-Senaoui qui était, dit-on, « le plus considéré et le plus important des négociants » (A. Es Sa'di, 1900, p. 246).

C'est ce projet d'arrestation que Mohammed ould-Benyati et Sori-Soti éventèrent. Cette divulgation aida Hâmi'-San Sokar-Es-Senaoui de préparer son évasion et d'échapper à ses poursuivants pour se réfugier à Tombouctou. Les renseignements que les Marocains récoltèrent auprès du fugitif leur permirent d'organiser la contre-insurrection qui fit échouer la rébellion du prince songhoy. Ils obtinrent, notamment, des informations sur la situation sociopolitique qui prévalait à Djenné, depuis le dernier séjour du caïd Mami ben Barroun dans la ville, qui remontait à trois jours en arrière (A. Es Sa'di, 1900, p. 244), d'identifier tous les factieux puis de se renseigner sur toutes les actions qu'ils entreprirent pour prendre le contrôle de la cité et pour en assurer la défense. Grâce à ce travail de renseignement, ils réussirent, dans un premier temps, à faire échec à la traque que les insurgés déclenchèrent pour se saisir de la personne de Hâmi'-San Sokar-

⁴ Abou Bekr ben-Mohammed alias Ouayibo Ali, dernier Djenné-koï, était un proche des Askia. Il occupa les fonctions durant 36 ans et épousa même Kassa, la fille d'Askia Daoud. Cf. A. Es Sa'di, 1900, p. 243-244

⁵ C'est dans la maison du Djenné-koï que Benkouna-Kendi, présenté comme un brigand qui semait le trouble dans le pays, fut exécuté. Cf. A. Es Sa'di, 1900, p. 243

Es-Senaoui, parce que quand les insurgés furent alertés par le Ouenzagha-Mori que les Marocains étaient informés de leur arrivée et leur avait tendu une embuscade dans la ville de Kouna (A. Es Sa'di, 1900, p. 246-247), ils rebroussèrent chemin aussitôt. Ce qui permit au fugitif d'arriver sain et sauf à Tombouctou et d'informer les Marocains sur les plans des insurgés et leurs moyens d'action. Ces derniers prirent, à cet effet, des contre-mesures militaires efficaces qui empêchèrent l'insurrection de s'installer durablement.

Le caïd Mami ben Barroun rassembla une troupe de trois cent hommes pour venir rétablir l'ordre dans la ville. C'était d'ailleurs la première fois qu'un contingent aussi important était envoyé à Djenné. On se souvient que le détachement conduit par le raïs Abdelmalek et dépêché dans la cité pour introniser le nouveau Djenné-koï, juste après qu'elle ait prêté serment de fidélité aux Marocains, n'était alors composé que de 17 soldats (A. Es Sa'di, 1900, p. 243). La troupe ne s'établit pas durablement dans la cité puisque quand la cérémonie s'acheva, elle retourna à son camp de base à Tombouctou.

La présence de taupes dans le mouvement insurrectionnel a donc saboté le projet des insurgés d'installer un Askia à Djenné. Sa divulgation a permis aux Marocains d'identifier les acteurs de cette défiance, d'affaiblir leur capacité de mener des actions efficaces puis de les neutraliser. Ce n'est cependant pas la seule cause de l'échec des insurgés. La viabilité de leur projet souffrit également du peu d'intérêt que les habitants de la ville lui accordèrent.

2. Une faible mobilisation populaire autour du projet insurrectionnel

Le deuxième facteur qui a contribué à l'échec de l'insurrection du Baghena-fari est l'insuccès de la mobilisation populaire autour du projet de rébellion. Quand le Baghena-fari planifia d'installer un Askia à Djenné, il était entouré d'un certain nombre de partisans qui étaient prêts à l'accompagner dans l'aventure. Au nombre de ces fidèles, on comptait la petite troupe qui débarqua avec lui à Djenné, en provenance du pays de Kala. À ce premier cercle restreint de personnes, sont venus s'ajouter des habitants de Djenné, ceux qui le convainquirent de monter la rébellion. Combien étaient-ils ? Le *Tarikh Es-Sūdan* ne donne aucune information. Dans tous les cas, l'association de ces deux groupes a donné une troupe suffisamment nombreuse qui put, sans difficulté, neutraliser la milice du *Djenné-mondzo* qui était chargée d'assurer les services de police et d'exécuter les décisions de justice. Bien que le Baghena-fari ait réussi à recruter un certain nombre de partisans, il ne put malheureusement obtenir le soutien massif des habitants. Cette faiblesse est attribuée à la conjonction de ces deux facteurs : leur manque de légitimité que sont venus exacerber les exactions qu'ils commirent contre ces populations.

Quand Tombouctou est pacifiée après sa révolution manquée contre le caïd El Mostafa, Djenné, sa ville sœur dont dépendait son existence (M. Abitbol (1979, p. 68) se rendit immédiatement à l'envahisseur marocain. Son élite dirigeante

emmenée par le *Djenné-Mondzo* Bokarna et le cadi Mohammed Bemba Kenati écrivit aux caïds El-Mostafa et Mami ben Barroun pour les informer de ce que leur ville était disposée à prêter le serment de fidélité au sultan saadien (A. Es Sa'di, 1900, p. 243) ; ce qui fut fait rapidement. Par cet acte, les habitants de Djenné reconnaissaient désormais l'autorité du sultan saadien et la légitimité de son pouvoir sur leur pays. Ce serment attribuait à ses représentants, le pacha et ses caïds, le pouvoir de décider pour l'ensemble du corps social, de le régir et de le commander. C'est dans cet ordre des choses que les caïds El-Mostafa et Mami ben Barroun dépêchèrent à Djenné le raïs Abdelmalek pour procéder à la désignation d'un nouveau *Djenné-koï* puisque l'ancien titulaire de la charge, Abou-Bekr-ben-Mohammed, mourut au moment où la ville devait prêter le serment de fidélité (A. Es Sa'di, 1900, p. 243). Ils confièrent la fonction au frère du défunt, le dénommé Isma'il-ben-Mohammed. Sept mois plus tard, le caïd Mami vint en personne à Djenné pour désigner un nouveau Djenné-koï, en remplacement d'Isma'il-ben-Mohammed qui venait vraisemblablement de décéder (A. Es Sa'di, 1900, p. 244). Il révoqua, ensuite, après la plainte de certaines gens à Djenné, Mohammed Bemba Kenati qui occupait depuis le règne des derniers Askia, la fonction de cadi de la ville. Il nomma, à sa place, le dénommé Ahmed El-Filali. Il maintint à son poste le *Djenné-mondzo* Bokarna qui avait été nommé à son poste sous le règne des derniers Askia, probablement Ishaq II.

Simultanément à ces initiatives administratives, les Marocains s'occupèrent de rétablir l'ordre et la sécurité dans le pays. Car depuis que l'empire songhoy avait périclité, un climat d'insécurité s'était abattu sur tout le Soudan nigérien. Les Peuls de l'*ardo*⁶ du Macina Hamadou Amina (M. Delafosse, 1912, t. 2, p. 227) et les Touaregs s'illustrèrent par des actes de brigandages, attaquant les bourgs, pillant les caravanes, dépouillant les voyageurs, sur les routes du vaste pays s'étendant de Gao à Djenné (M. Kati, 1913, p. 317). Samba Lamdou, le chef de Donko, avait profité de la situation pour ravager le pays de Ras-el-ma. Les Zaghrani⁷ dévastèrent les provinces du Bara et du Dirma situées dans le delta central du Niger. Aux dires de A. Es-Sa'di (1900, p. 223), « à l'est comme à l'ouest, au nord comme au sud, [ils] détruisirent tous les villages, pillèrent tous les biens et firent des femmes libres leurs concubines ». Désormais débarrassées de la puissance songhoy qui avait longtemps contenu leur déprédation, ces nations laissèrent éclater leur fougue destructrice dans les provinces de l'Ouest pas encore tenues par les Marocains.

La capture de Benkouna-Kendi ou Bongona Konndé (M. Delafosse, 1912, t.2 p. 245), un brigand qui s'est rendu célèbre par ses pilleries dans le pays de Djenné

⁶ Titre pour désigner le chef de clan ou de tribu chez les Peuls.

⁷ Zaghrani est le nom que les Songhoy utilisent pour désigner les Diawambé ou Diokoramé, cette caste peule originaire, selon leur tradition orale, du Fouta Toro et qui s'est établie ensuite dans le Kaarta et le Kingui. Cf. PAGEARD Robert.1959. « Note sur les Diawambé ou Diokoramé ». *Journal de la Société des Africanistes*, tome 29, fascicule 2. pp. 242-243. (En ligne), consulté le 05 aout 2023. URL : <https://doi.org/10.3406/jafr.1959.1907>

(A. Es Sa'di, 1900, p. 243) est une preuve évidente de cette mission de sécurisation que les Marocains s'attribuèrent dorénavant. Et il revenait à la garnison commandée par le caïd El Mostaf de l'assurer. Le pacha Mahmoud Zergoun dépêcha plus tard, auprès de lui, le caïd Mami ben Barroun. La fonction de sa troupe était, si l'on se réfère au récit du *Tarikh Es-Sūdan*, d'être une force mobile d'intervention qui se déploierait, hors du pays de Tombouctou, dans les régions occidentales placées sous l'administration militaire de cette cité sahéenne. C'est ainsi qu'on vit le caïd Mami mener, en janvier 1592, une expédition contre les Zaghrani qui habitaient Yoroua, dans le Macina (M. Kati, 1913, p. 73), et qui avaient participé au raid du Tombouctou-koï contre la casbah de Tombouctou (A. Es Sa'di, 1900, p. 229, 243).

L'impact de ce dispositif sécuritaire fut très rapidement perceptible dans le pays de Djenné. L'ordre fut rétabli et les troubles disparurent complètement. Les routes devinrent sûres au point où pour recevoir le serment de fidélité de Djenné, le caïd El Mostafa y envoya qu'un seul de ses lieutenants, et accompagné d'aucune troupe, pour effectuer la mission. C'est aussi la raison pour laquelle, le *Djenné-koï* et le *Djenné-mondzo* hésitèrent à accorder l'autorisation au Baghena-fari pour avoir accès à la ville ; car ils craignaient que ce dernier vint y provoquer des troubles (A. Es Sa'di, 1900, p. 245).

La fin de la révolte de Tombouctou et la réouverture de ses axes routiers profitèrent alors à Djenné qui put enfin rétablir les connexions commerciales avec ce port sahéen sur Niger. La voie fluviale qui les reliait et qui était le principal axe des échanges entre ces deux cités fut de nouveau exploitée (A. Es Sa'di, 1900, p. 242-243). Les Senaouï, ces marchands d'origine arabo-maghrébine (M. Abitbol, 1979, p. 68) qui s'étaient spécialisés dans le commerce du sel et qui avaient établi leur base à Djenné, dont ils firent d'ailleurs partie de la notabilité, virent leurs affaires reflourir. Les arrivages de sel en provenance de Tombouctou reprirent de plus belle après qu'ils aient été suspendus parce que le commandant du port de ladite ville, Mondzo-Elfa'-ould Zauka, avait fui en emportant avec lui toutes les embarcations, à cause de la répression des Marocains (A. Es Sa'di, 1900, p. 242).

C'est ce retour à la paix et à la prospérité qui rapprocha l'élite de Djenné, composée, en majorité, de négociants, et la grande majorité de ces habitants des Marocains dont ils devinrent de loyaux affidés. C'est également ce qui leur valut d'obtenir la légitimité qui consolide leur suzeraineté sur la ville. En effet, à la différence de Tombouctou où ils ont été accueillis comme des envahisseurs, à Djenné, l'établissement de leur domination fut facilité par les populations elles-mêmes, même s'ils prélevèrent un lourd impôt de 60000 pièces d'or (M. Delafosse, 1912, t. 2, p. 245). On se rappelle que c'est l'élite dirigeante, mandatée par la communauté, qui accepta de soumettre la ville au pouvoir des Marocains et les invita même à prendre son contrôle. (M. Abitbol, 1979, p. 68). Le pouvoir et l'autorité suzeraine des Marocains étaient désormais reconnus, consacrés et admis par la volonté populaire. Cette légitimité s'affermait encore quand ils maintinrent

en l'état, sans jamais chercher à les bouleverser, les structures politiques et administratives locales. Ils ne procédèrent à aucune assimilation culturelle. Comme sous les Songhoy, ils n'intervinrent que très rarement dans le choix des chefs locaux. Les populations continuèrent de désigner leurs chefs, avec bien sûr, l'accord des pachas qui, eux, n'accordèrent que l'investiture (M. Abitbol, 1979, p. 73-74).

C'est cette légitimité des Marocains que le Baghena-fari Bokar ben Askia-Mohammed-Benkan ne put ébranler et obtenir. Il ne parvint pas à mobiliser toute la population autour de son projet car elle était convaincue que le plan de rétablir un Askia, s'il venait à se réaliser, plongerait, inévitablement la région dans des troubles. C'est ce qui explique leur hésitation à accorder l'accès de leur ville à ses hommes et lui, et qu'ils leur firent jurer sur le *Coran* et le *Sahih* de El-Bokhari qu'ils n'avaient d'autre but que de venir prêter serment d'obéissance au sultan Maulay Ahmed-Edz-Dzehebi (A. Es Sa'di, 1900, p. 245). Les habitants de Djenné refusèrent en effet de sacrifier la stabilité politique et la prospérité retrouvées avec les nouveaux maîtres Marocains sur l'autel des ambitions politiques improbables du Baghena-fari Bokar qu'ils ne voyaient, en réalité, pas comme le meilleur défenseur et représentant de leurs intérêts.

Si ce manque de légitimité n'a pas permis aux insurgés d'obtenir un soutien populaire massif, les nombreuses exactions qu'ils commirent à Djenné vinrent encore accroître la désaffection des habitants à leur égard. Quand ils prirent la décision de se rebeller, leurs premières actions furent de s'en prendre à des membres influents de l'élite locale qu'ils considéraient comme les hommes des Marocains, les instruments de leur influence dans la cité : les fonctionnaires nommés par les Marocains et les négociants originaires du Maroc (M. Delafosse, 1912, t. 2, p. 246). C'est ainsi que les rebelles s'emparèrent du *Djenné-mondzo* Bokarna et le jetèrent en prison. Ils pillèrent systématiquement toutes les richesses qui se trouvaient dans sa résidence (A. Es Sa'di, 1900, p. 245, 249, 250), certainement une façon de lui faire payer « sa trahison » puisqu'il avait été désigné à cette fonction par les Askia. Ils considéraient qu'il devait sa fortune à cette nomination.

Cela fait, les insurgés se saisirent ensuite du cadî Ahmed El-Filali que le caïd Mami avait désigné pour remplacer le cadî Mohammed-Bemba-Kenàti qu'il avait révoqué. Pour le punir, ils « le chargèrent de chaînes et l'expédièrent dans la ville de Beled, une des villes du pays de Kala » (A. Es Sa'di, 1900, p. 245). Ils entreprirent ensuite d'arrêter tous les négociants qui s'étaient ouvertement affichés comme des partisans des Marocains et de confisquer tous leurs biens. Ils avaient surtout dans leur viseur des membres de la famille des Senaoui qui avaient joué un rôle primordial dans l'établissement de la domination des Marocains sur la ville, comme l'a relevé M. Abitbol (1979, p. 68). Si A. Es Sa'di (1900, p. 246) n'évoque que le cas de Hami-ben-Abdallah-Kirai-Es-Senaoui, « qui était, dit-on, le plus considéré et le plus important des négociants », et qui réussit,

d'ailleurs, à leur échapper, il est certain que les arrestations furent plus nombreuses au sein de cette famille et dans d'autres familles arabo-berbères établies dans la ville, comme laisse entendre l'auteur. La tradition précise qu'en réaction à l'évasion de ce dernier, ils retournèrent leur frustration contre la population civile à qui ils infligèrent toutes sortes d'outrages et de brimades. A. Es Sa'di (1900, p. 247) rappelle notamment ce jour où, en violation de toutes les règles de bienséance et des principes islamiques, ils vinrent perturber l'importante prière liturgique du vendredi :

(...) à l'heure du dohor, alors que toute la population était réunie, dans la mosquée, ils se présentèrent à cheval devant la porte, leurs armes à la main et jurant que personne ne prierait tant qu'on n'aurait pas proclamé un askia et que l'imam n'aurait pas fait en chaire le prône au nom de cet askia.

Si les rebelles parvinrent jusqu'à ce niveau d'outrage, c'est parce qu'ils savaient la valeur symbolique qu'une décision prise à ce moment porterait. Il faut savoir qu'à la prière du vendredi, tout le peuple se réunissait dans l'enceinte de la grande mosquée. Les insurgés savaient donc que s'ils parvenaient à obtenir de la population, la désignation d'un Askia, cela le légitimerait automatiquement puisqu'il aurait été ainsi désigné par toute la *Oumma* ; la communauté des fidèles, avec à sa tête tous les guides et chefs religieux. De plus, si l'imam et ses khatibs prononçaient leurs différentes *khutba*⁸ au nom de cet Askia, cela signifierait qu'ils le reconnaissaient désormais comme leur unique souverain, légitime devant Dieu et devant les hommes parce que dans les usages islamiques, prononcer une *khutba* au nom d'un suzerain était considéré comme un acte d'allégeance rendu à ce dernier, reconnu comme le chef de la communauté par quiconque exerçait, en son nom, un pouvoir de délégation. C'est d'ailleurs pourquoi son omission ou son altération faisait de celui qui s'en rendait coupable, un rebelle méritant, légalement, d'être traité comme tel. Il encourait donc la rigueur des peines prévues par la loi islamique (J. et D. Sourdel, 2007, p. 478).

Quand les chefs religieux refusèrent d'accéder à leur demande, ils multiplièrent les injures et les humiliations à leur endroit. Toute cette violence à l'endroit de la population, toute cette irrévérence à l'égard des principes islamiques, en plus de leur faire perdre le soutien populaire, renforcèrent l'attachement de l'élite dirigeante et des habitants à l'autorité du sultan saadien. Les insurgés perdirent ainsi toute crédibilité et considération. La conséquence de ce discrédit a été l'appel au secours qu'ils lancèrent aux Marocains leur demandant de se hâter pour venir leur débarrasser de ces séditeux (A. Es Sa'di, 1900, p. 248). Le *Djenné-koï* Abdallah qui remplaça à cette fonction Ismail ben Mohammed participa même aux opérations contre-insurrectionnelles lancées par les Marocains pour bouter hors du pays les insurgés (A. Es Sa'di, 1900, p. 249).

⁸ La *Khutba* est le sermon délivré par l'imam, lors de la prière du vendredi. Dans cette harangue de caractère politique et religieux, le prédicateur prononçait obligatoirement une invocation appelant sur le prince régnant la bénédiction divine.

3. Les faiblesses tactiques et stratégiques des insurgés

L'examen critique du déroulement de l'insurrection du Baghena-fari Bokar, depuis sa création jusqu'à son extinction, quelques mois plus tard, révèle que la faible capacité tactique des conjurés et la mauvaise coordination stratégique de leurs actions sont également responsables de son échec.

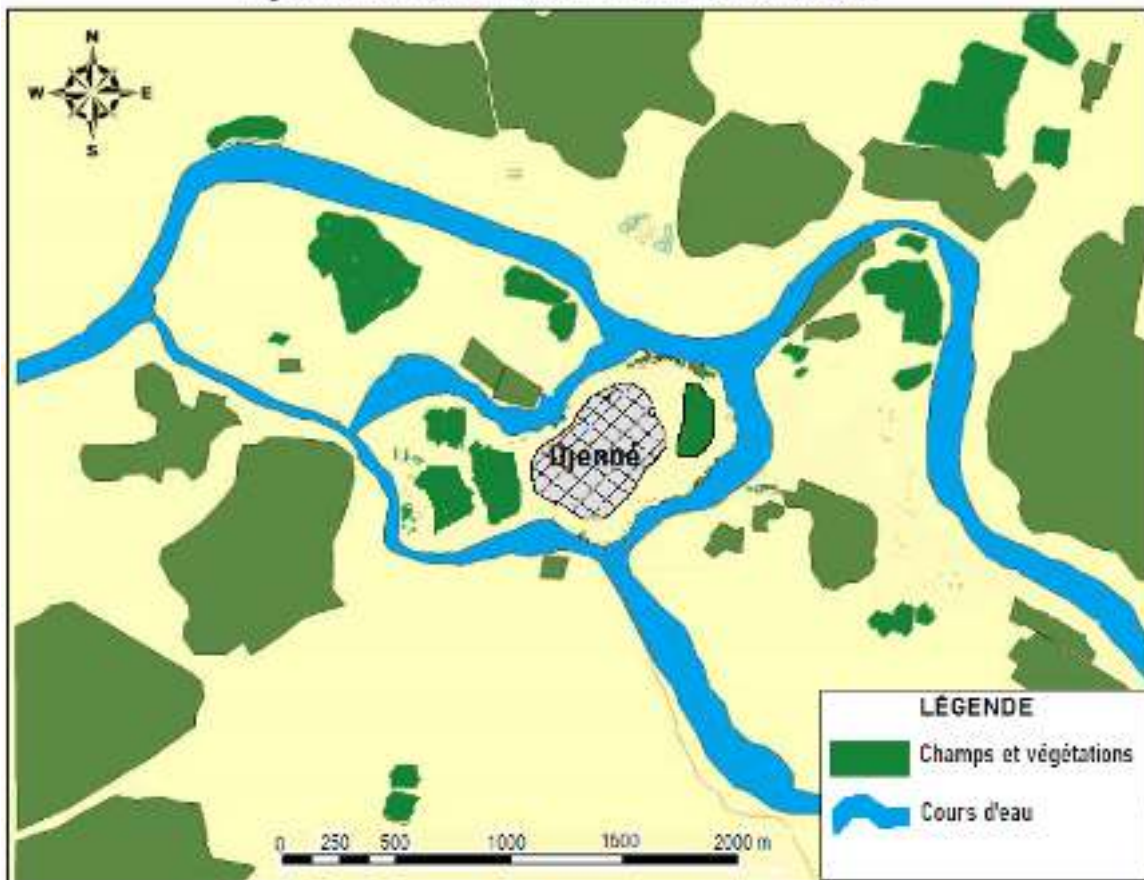
La première cause de cette faillite est incontestablement la faiblesse de l'équipement militaire engagé par les insurgés. Bien que l'armement ne soit pas le seul déterminant dans le succès d'une entreprise militaire, il faut reconnaître, cependant, que sa qualité et sa quantité ont une importance significative. Celui que le Baghena-fari Bokar et ses hommes engagèrent dans leur opération ne pouvait pas favoriser un équilibre des forces, encore moins permettre de résister à la puissance armée des Marocains. Ils disposaient de l'armement classique de l'armée impériale songhoy puisque cette unité qu'il dirigeait était, en réalité, un fragment de la légion conduite par Askia Ishaq II et qui avait été mise en déroute lors de la bataille de Tondibi (M. Kati, 1913, p. 264). Les hommes étaient donc armés de lances, de javelots, de flèches avec des pointes souvent empoisonnées (A. Es Sa'di, 1900, p. 137), de sabres ; et ils se protégeaient avec des boucliers. Devant les 300 hommes d'élite du caïd Mami ben Barroun, tous armés d'arquebuses (M. Kati, 1913, p. 235, 249, 250, 264), mais également d'escopettes et de canons (I. Diadié Haidara, 1996, p. 54), les insurgés n'avaient donc aucune chance de vaincre. Ce qu'a d'ailleurs très vite compris le Baghena-fari Bokar qui abandonna Djenné quand il apprit que les Marocains se rapprochaient de la ville. Il alla se réfugier à Kira, bourgade située sur le Bani, à hauteur de Djenné (M. Delafosse, 1912, t. 2, p. 246).

L'échec des insurgés découle également de la mauvaise utilisation qu'ils ont faite de la topographie du site de la ville. Il faut rappeler que la ville campe au milieu des marécages que forment le Niger et son affluent le Bani au moment de la grande crue qui a lieu, selon A. Es-Sa'di (1900, p. 23), d'août à février⁹. Elle apparaît donc comme une île, émergeant de quelques mètres au-dessus du sol désespérément plat du Macina (voir figure 2). Cette situation géographique exceptionnelle et le rempart qui la ceint la transforme en une forteresse quasi imprenable. C'est la raison pour laquelle elle résista aux Sosso (L. Desplagnes, 1907, p. 196), que les Mansa mandingues ne purent jamais la soumettre et que Sonni Ali, dut l'assiéger durant plusieurs années, sept ans selon ce que précise A. Es Sa'di (1900, p. 25-26), avant qu'elle ne capitule.

Le Baghena-fari Bokar organisa sa stratégie autour de cette caractéristique topographique. Ses hommes et lui se retranchèrent dans la ville, jugeant qu'il était plus aisé pour le petit nombre qu'ils étaient de défendre leur position. Ils décidèrent ainsi parce que pour avoir accès à la cité, ils avaient, eux-mêmes, dut

⁹ Jean Léon l'Africain qui a séjourné dans le pays affirme que cette crue dure plutôt de juillet à septembre. Cf. J. LÉON L'AFRICAIN, 1830, *De l'Afrique. Contenant la description de ce pays*, livre 7, trad. Jean Temporal, 1^{ère} éd., Paris, [s. e.]. p. 149.

Fig. 2 - PLAN ADAPTÉ DU SITE DE LA VILLE DE DJENNÉ



Source : <https://zamanproject.org/site-mali-djenne-great-mosque.html>

Conception et réalisation : Dédé Jean Charles (2023)

demander la permission à son gouverneur (A. Es Sa'di, 1900, p. 245). Malheureusement, cette stratégie qui consista à se barricader pour éviter les attaques et les confrontations directes avec les Marocains avait réduit leur mobilité. Statiques, leurs mouvements étaient donc prévisibles ; ce qui permit aux Marocains de ne pas disperser leurs forces et de concentrer leurs efforts sur le point fixe qu'était Djenné. Repliés dans une posture défensive, les insurgés ne pouvaient pas perturber la mobilité des troupes marocaines qui étaient pourtant basées à Tombouctou, donc à des centaines de kilomètres de Djenné. Cette méthode les a donc rendus vulnérables à la contre-insurrection lancée par les Marocains. Et pour éviter d'être pris dans une situation de siège alors qu'ils ne bénéficiaient d'aucun soutien populaire, ou encore, de se retrouver pris au piège dans un encerclement qui les aurait inévitablement exposés à une cruelle répression, ils se résolurent, en définitive, à abandonner leur position dans la ville, avant même que le caïd Mami ben Barroun ne parvienne aux portes de la ville (A. Es Sa'di, 1900, p. 249).

Les conséquences de ce manque de mobilité ont été aggravées par un autre facteur que nous considérons être la plus grande faiblesse de cette action subversive : l'absence de connexion avec la résistance d'Askia Nouh. Quand les Songhoys furent défaits à Tondibi, l'empereur Askia Ishaq II prit la fuite pour aller se réfugier dans le Gourma, à l'ouest du Dendi. Ses troupes condamnant cette

capitulation de fait le démissionnèrent immédiatement de ses fonctions et désignèrent pour le remplacer son frère Mohammed Gao (M. Kati, 1913, p. 163, 273). Malheureusement, quand ce dernier, voulant signer la paix avec les Marocains et reconnaître la suzeraineté du sultan saadien, est capturé et exécuté (A. Es Sa'di, 1900, p. 233-236), les gens du Songhoy qui avaient réussi à fuir dans le Dendi nommèrent le *Bental-farma* Nouh comme leur nouveau souverain. Retranché dans les terres du sud, où il fut rejoint par d'autres troupes qui s'étaient dispersées dans toute la boucle du Niger à la suite de la déroute de 1591, il organisa une résistance armée pour faire face au pacha Mahmoud qui entendait pacifier tout le pays.

Bien organisée et tirant surtout profit d'une végétation touffue dans laquelle ils pouvaient s'embusquer facilement, les résistants songhoy réussirent, à plusieurs reprises, à faire échec aux tentatives d'infiltration des troupes du pacha, occasionnant en leur sein des pertes importantes de combattants. Leur maîtrise du terrain et leur hargne vengeresse, leur permirent de remporter quelques victoires significatives, bien qu'ils n'aient pas les moyens humains suffisants pour reprendre leurs terres désormais occupées par les Marocains. Situation difficile que décrit fort bien le récit de la tradition : « Malgré le petit nombre de ses partisans Askia-Nouh obtint des résultats que Askia-Ishaq n'eût pas réussi à atteindre avec des forces plus considérables, même cent fois plus grandes » (A. Es Sa'di, 1900, p. 238).

Le Baghena-fari Bokar n'a malheureusement pas établi de connexion avec la résistance songhoy guerroyant et harcelant l'ennemi dans le Dendi. Sans ce qui aurait indubitablement constitué pour lui un soutien estimable en hommes et en montures, il devenait très difficile de rééquilibrer le rapport des forces avec les troupes du caïd Mami et de briser leur étreinte sur Djenné. Ses troupes et lui ne pouvaient également pas se déplacer rapidement et efficacement pour harceler les positions marocaines ou freiner leur avancée contre-insurrectionnelle pour les bouter hors de la ville.

Enfin, cette déconnexion les empêchait d'étendre leur mainmise sur la ville et son pays alentours, et de prendre le contrôle des principales routes qui la desservaient. S'ils étaient parvenus à quadriller cet espace, ils auraient automatiquement eu la maîtrise des richesses locales et des flux commerciaux ; ce qui les aurait enrichis et leur aurait permis de se fournir en armes puis surtout d'acheter des amitiés chez des nations guerrières, les Peuls du Macina en l'occurrence, les voisins de Djenné connus pour être réfractaires à toute domination étrangère. Malheureusement pour le Baghena-fari Bokar, ces derniers ont préféré se ranger du côté des Marocains.

Selon ce que précise A. Es Sa'di (1900, p. 248), ce serait un certain Omar, qu'on peine encore à identifier¹⁰, qui aurait écrit à l'*ardo* des Sangaré, Boubo Oulo

¹⁰ J. Hunwick signale que l'hypothèse que ce fut le caïd Omar de Tombouctou avait un moment circulé ; idée qui tient difficilement puisque ce dernier n'avait jamais été bien disposé à l'égard de l'administration saadienne. Il rappelle ensuite qu'O. Houdas qui a adopté l'orthographe du

Bir, et à celui du Macina, Hammedi Amina, pour qu'ils se joignent aux troupes marocaines pour expulser les insurgés de Djenné. Il est cependant fort probable, comme l'a également suggéré M. Abitbol (1979, p. 68), que ces Peuls se soient joints à l'opération parce qu'ils ne voulaient plus subir le joug des Askia. Le projet du Baghena-fari Bokar d'instaurer un Askia à Djenné les convainquit donc de rejoindre le plan des Marocains d'expulser les conjurés de Djenné. C'est très certainement cette même cause qui explique que le *Djenné-koï* et les autres chefs locaux non songhoys de la région, en l'occurrence, le Kouran, le Toukoï, le Soria, qui ont été avant l'avènement de Sonni Ali, les vassaux du souverain de Djenné (M. Kati, 1913, p. 96), se rallièrent aux Marocains contre le Baghena-fari. Toutes ces faiblesses conduisirent l'entreprise des conjurés à un échec certain.

Enfin, il faut préciser que la politique de « démarocanisation » qu'ils menèrent à Djenné, à coups d'exactions et de brimades a eu l'effet de les priver d'un bon réseau d'influence et d'informations au sein des populations. Leur situation à Djenné devenait donc précaire car sans le soutien populaire, ils n'étaient pas capables d'entraver les communications entre la ville et les Marocains ; ce qui les exposait à toutes les offensives marocaines. Opérer hors des murs de Djenné devenait également une entreprise périlleuse. C'est ce qu'a révélé l'épisode du fugitif Hami où on note la facilité avec laquelle son frère El-Hadj-Bokar convainquit le *fenfa* Bâmo'aï-Firi-Firi de ralentir la marche du bateau des poursuivants pour qu'ils ne puissent pas l'atteindre. De plus, sans l'intervention heureuse du Ouenzagha-Mori, ses hommes seraient tombés dans une embuscade tendue par les Marocains (A. Es Sa'di, 1900, p. 246-247).

Si les insurgés ne pouvaient véritablement se fier à personne à cause du très faible soutien populaire local, ce n'était pas le cas des Marocains qui bénéficiaient, eux, de la collaboration active des élites locales. Ces dernières les renseignaient sur tous les mouvements et actions des conjurés, facilitant ainsi les préparatifs de la contre-insurrection du caïd Mami. On se rappelle que Salha-Tâfini et Tàkoro-Ansa-Mâni, s'étaient discrètement éclipsés de la ville, dépêchés par le *Djenné-koï*, pour aller informer les Marocains et leur demander de hâter leur venue. C'est quand ces derniers furent hors de la ville que le Baghena-fari Bokar eût connaissance de leur départ et des motifs qui présidèrent à cette sortie discrète. Malheureusement pour Tàkoro-Ansa-Mâni, les insurgés mirent la main sur lui quand il revint en ville. Il fut jeté en prison et exécuté quelques temps plus tard (A. Es Sa'di, 1900, p. 248-249).

Au total, il faut retenir que la conjonction de toutes ces faiblesses tactiques et stratégiques a entraîné l'échec de l'insurrection du Baghena-fari Bokar.

manuscrit C du *Tarikh Es-Sūdan*, Ammar pense qu'il s'agit, plutôt, d'un certain caïd Ammar l'eunuque. Cf. note 39, John Owen, 2003, *Timbuktu and the Songhay Empire : Al-Sa'di's Ta'rikh al-Sudan down to 1613, and other contemporary documents*, Brill Leiden-Boston, p. 211.

Conclusion

Pour terminer, il faut rappeler que l'échec de la rébellion du Baghena-fari Bokar ben Mohammed-Benkan peut être attribué à plusieurs facteurs interdépendants. Il y a d'abord la faillite de sa préparation sociale qui devait consolider son ancrage territorial en suscitant l'intérêt populaire autour de son projet de rétablir l'ancien ordre politique songhoy. En effet, la précipitation avec laquelle elle s'organisa a malencontreusement favorisé l'infiltration du mouvement insurrectionnel par des adversaires politiques qui ont renseigné les Marocains et permis, de ce fait, sa neutralisation. Cette impréparation s'est également manifestée dans le peu de soutien qu'il a obtenu de la population de Djenné qui rechigna à délégitimer l'autorité des Marocains. Enfin, l'anéantissement rapide de cette sédition tient aux mauvais choix qu'il a faits dans sa planification tactique et son organisation opérationnelle. Car, quand nous ajoutons à la faiblesse de l'armement de ses troupes, la stratégie de l'immobilisme autarcique et la politique de « démarocanisation » du pays qu'il mena, nous comprenons la facilité avec laquelle les Marocains conduisirent une contre-insurrection victorieuse qui anéantit définitivement sa sédition.

Sources et bibliographie

1. Sources

- AFRICAIN Jean Léon l', 1830, *De l'Afrique. Contenant la description de ce pays*, livre 7, trad. Jean Temporal, 1^{ère} éd., Paris, [s. e.].
- DELAFOSSÉ Maurice, 1912, *Haut-Sénégal-Niger*, Émile Larose, Paris, 3 tomes.
- ES SA'DI Abderrahmane, 1900, *Tarikh es-Sūdān*, Ernest Leroux Éditeur, Paris.
- HUNWICK John Owen, 2003, *Timbuktu and the Songhay Empire : Al-Sa'di's Ta'rikh al-Sudan down to 1613, and other contemporary documents*, Brill Leiden-Boston.
- KATI Mahmoud, 1913, *Tarikh Es-Sūdān*, Ernest Leroux Éditeur, Paris.

2. Bibliographie

- ABITBOL Michel, 1979, *Tombouctou et les Arma : de la conquête marocaine du Soudan nigérien en 1591 à l'hégémonie de l'empire peul du Macina en 1883*, Maisonneuve & Larose, Paris.
- CISSOKO Sékéné-Mody, 1975, *Tombouctou et l'empire songhay*, NEA, Abidjan/Dakar.
- DESPLAGNES Louis, 1907, *Le Plateau central nigérien : une mission archéologique et ethnographique au Soudan français*, Librairie Émile Larose, Paris.
- DIADIÉ HAIDARA Ismaël, 1996, *Jawdar Pasha et la Conquête Saâdienne du Songhay (1591-1599)*, Institut des Études Africaines, Casablanca.

KABA Lansiné, 1981, « Archers, Musketeers, and Mosquitoes: The Moroccan Invasion of the Sudan and the Songhay Resistance (1591-1612) ». *The Journal of African History*, Vol. 22, N° 4, pp. 457-475, <https://www.jstor.org/stable/181298>

PAGEARD Robert, 1959, « Note sur les Diawambé ou Diokoramé ». *Journal de la Société des Africanistes*, tome 29, fascicule 2. pp. 239-260. (En ligne), consulté le 05 aout 2023. URL : <https://doi.org/10.3406/jafr.1959.1907>

SOURDEL Janine, SOURDEL Dominique, 2007, *Dictionnaire historique de l'Islam*, Quadrige/PUF, 2e Edition, Paris.

TREMBLAY-AUGER Benjamin, 2021, « Financer la discorde : le soutien international aux groupes rebelles comme contre-force à la résolution des conflits civils ». *Études internationales*, n°3, Vol. 52, pp.241–271. (En ligne), consulté le 13 juillet 2023 URL : <https://doi.org/10.7202/1088833ar>